Case

F

39

.328

no. 69

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui déclare soumis au privilège de la vente exclusive du Tabac, la ville de Bayonne & tout le pays de Labour; ordonne en conséquence l'établissement de Bureaux & Entrepôts pour la distribution, aux prix fixés par les réglemens : Enjoint aux Négocians qui auront enmagasiné du Tabac, d'en faire déclaration dans le mois, & de le renvoyer à l'étranger dans les deux mois: Fait au surplus défenses de troubler les Employés dans l'exercice de leurs fonctions, sous les peines portées par la Déclaration du Roi du 27 juin 1716.

Du 4 Mai 1773.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

VU par le Roi, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 1.^{er} janvier 1754, par lequel Sa Majesté auroit ordonné que l'article XIV du titre I.^{er} de l'Ordonnance du mois de juillet 1681, les Déclarations des 17 octobre 1720, 1.^{er} août 1721 & 4 mai 1749, ensemble cinquante sentences, tant contradictoires que par défaut, rendues en l'élection de Lannes, contre différens particuliers du pays de Labour, seroient exécutés selon leur forme & teneur; en conséquence, que lesdits particuliers & tous autres habitans du pays de Labour, seroient

tenus de se conformer aux défenses portées par lesdits réglemens & sentences, sauf & sans préjudice des voies de droit contre lesdits jugemens, lesquels cependant seroient exécutés par provision & jusqu'à ce que par Sa Majesté il eût été fait droit aux parties sur le fond de leurs contestations. Le mémoire des Fermiers généraux, contenant: Que deux questions divisoient alors lesdits habitans & l'Adjudicataire des fermes; l'une principale, consistant à savoir si ces habitans étoient soumis à la vente exclusive du tabac; l'autre subsidiaire, portant sur les plantations de tabac dont ils s'étoient arrogé la tolérance, & qu'on soutenoit devoir leur être interdite, quand même ils pourroient se soustraire à la vente exclusive: Que les sentences dont il s'agit, avoient pros crit lesdites plantations dans leur territoire; & comme l'arrêt susdaté a d'un côté ordonné l'exécution provisoire de ces sentences, & de l'autre a remis à statuer sur le fond de l'instance, il est resté à juger & le définitif du provisoire & la question principale; ou plutôt que c'est à ce dernier point que s'est réduit le procès, puisque s'il est vrai que les Labourdins n'aient pas l'exemption de la vente exclusive, il est incontestable qu'ils sont sans prétexte pour les plantations: Que dans l'état de résistance dans lequel ils se sont maintenus jusqu'à présent, & pour remédier, autant qu'il étoit possible, aux verse mens de faux tabac qu'ils faisoient sur les lieux de cette vente exclusive qui les avoisinoient, on a étendu sur eux le droit de Trente sous pour livre imposé par la Déclaration du 4 mai 1749, sur tous les tabacs entrant dans le royaume; mais que cette ressource déjà reconnue impuissante, à l'époque de l'arrêt de 1754, est devenue de plus en plus sans effet, en sorte que le soutien de la Ferme du tabac exige une décision définitive. Le mémoire des Maire, Bayle, Échevins & Jurats de Saint-Jean-de-Luz & de Sibourg, des Directeurs de la Chambre du Commerce de Bayonne & du Syndic général du pays de Labour, expositif: Que leur possession immémoriale de la liberté du commerce du tabac, possession que le Fermier a lui-même formellement avouée, suffiroit pour assurer leur privilège; qu'il est dit par la Déclaration de 1749, 1.^o que le droit de Trente sous se percevra dans toutes les provinces dans lesquelles sont

tolérées les plantations & culture de tabac ; 2.^o que ces provinces continueront ces cultures & plantations pour l'usage & la consommation de chacune d'icelles seulement, & pour en faire commerce avec l'étranger : Qu'en combinant ces deux textes, on voit qu'il n'est permis d'attaquer ni de contester la possession, & qu'on ne peut gréver autrement ces provinces, qu'en les assujettissant au droit de Trente sous ; que de-là résultent deux conséquences en faveur du pays de Labour ; la première, que l'arrêt qui l'a privé des plantations, a été évidemment surpris à la religion du Conseil ; la seconde, que la Déclaration de 1749, quant aux droits de Trente sous, lui est absolument applicable : Que comme la perception de ce droit implique contradiction avec la vente exclusive, avoir prouvé que cette perception s'étend nécessairement à ce pays, c'est avoir démontré qu'il ne peut être compris dans cette vente exclusive ; qu'ils doivent cependant observer à l'égard des plantations, qu'ils ne les réclament qu'ainsi & de la même manière qu'elles ont été conservées aux autres provinces de tolérance, c'est-à-dire hors les trois lieues des limites de la Ferme : Qu'à leur possession se réunit au reste, des titres authentiques ; d'abord l'arrêt du Conseil du 10 février 1688, les a formellement autorisés à faire le commerce de toutes espèces de marchandises pour leur consommation, auquel cas ils ne sont pas même tenus du droit de Coutume de Bayonne, qui doit être seulement levé sur eux d'après l'arrêt du Conseil du 16 septembre 1702 ; en second lieu, l'article de l'Ordonnance du mois de février 1687, titre I.^{er} qui a désigné les provinces enfermées dans l'étendue de la ferme, n'a dénommé ni Bayonne ni le Labour ; qu'ils sont même tous deux réputés étrangers effectifs au respect des droits ; en sorte que la Ferme du tabac ne peut les regarder : Enfin le titre commun des Fermes de l'Ordonnance de 1681, prête une nouvelle force à ces autorités, y étant énoncé, article II, « que Sa Majesté n'entend point préjudicier aux privilèges & exemptions de droits dont les villes, bourgs & paroisses auroient joui en vertu des lettres de concessions des Rois ses prédécesseurs », pour quoi concluoient à la maintenue de leurs privilèges ; en conséquence, tant à la faculté de planter hors les trois lieues des limites, que d'user du tabac

étranger; comme aussi de faire commerce avec l'étranger, tant de ce tabac que de celui du cru. Autre Mémoire des Fermiers généraux, par lequel ils observent que la Déclaration du Roi du 27 septembre 1764, qui a établi la vente exclusive du tabac, & le bail passé à Jean Lebreton le 30 novembre suivant, contient la clause expresse, *pour en jouir dans toute l'étendue du royaume, pays & terres de notre obéissance*, ce qui n'exclut rien; qu'alors la Franche-comté & l'Artois, par le traité des Pyrénées de 1659; la Flandre en 1668, par le traité d'Aix-la-Chapelle; la Franche-comté, par la conquête qui en fut faite la même année; enfin le pays de Labour dès 1450: Que conséquemment cette nouvelle ferme devoit y être portée, mais que la guerre qui désoloit l'Europe, & celle pour la succession d'Espagne qui fut soutenue depuis 1701 jusqu'en 1714, empêchèrent les différens Fermiers de faire aucuns établissemens dans les provinces, soit parce qu'elles avoient été le théâtre de ces guerres, soit parce que, comme dans le Labour qui étoit affranchi des autres droits des Fermes, ces établissemens auroient été onéreux: Que l'Ordonnance du mois de juillet 1681, & la Déclaration du 18 septembre 1703, renouvela les défenses à toutes personnes de faire le commerce de tabac dans toute l'étendue du royaume; qu'elle défendit aussi à tous sujets du Roi, de planter ni ensemençer en tabac, exceptant cependant de cette prohibition quelques territoires circonscrits dans les provinces de Languedoc, Guyenne & Limosin, qui furent jugés favorables à cette espèce de culture: Que l'arrêt du 29 décembre 1719 ayant converti le privilège de la vente exclusive en un droit payable à l'entrée, il fut défendu à tous les sujets du Roi, aux communautés séculières & régulières, même aux habitans compris dans l'exception ci-dessus, & à tous autres de quelque état & condition qu'ils fussent, d'ensemencer & cultiver aucuns tabacs dans leurs terres & jardins, vergers & autres lieux, à peine de mille livres d'amende: Que ce nouveau droit, après avoir été confirmé par l'article XX de la Déclaration du 17 octobre 1720, fut abrogé par la Déclaration du 1.^{er} août 1721, qui rétablit la prohibition du commerce dans tout le royaume, avec cette restriction néanmoins qu'elle ne frapperoit point sur la Franche-comté, l'Artois, le Haynault, le

Cambresis, la Flandre & l'Alsace, ce qui fut déterminé, non comme une exemption qui leur étoit acquise, mais pour des raisons particulières & par simple tolérance, que des réglemens postérieurs ont même limité: Qu'en partant de ce dernier ordre des choses, qui se trouve rappelé dans les différens baux, il est sensible que le pays de Labour, en tant que compris dans la disposition générale, n'a aucun prétexte pour motiver sa prétention; que ses privilèges dont il se prévaut, ne peuvent le mettre dans un cas d'exception, attendu qu'ils n'ont nul rapport à la question; qu'il est vrai que l'arrêt du 10 février 1688, l'exempte du droit de Coutume qui se perçoit en la ville de Bayonne sur les vins, blés, bois, raisins, fruits & autres choses comestibles, pour la nourriture & l'usage des habitans, & du droit de foraine sur les bestiaux destinés à leur consommation; mais qu'outre que cet arrêt n'a statué que par provision & jusqu'à ce qu'autrement il en ait été ordonné, il ne fait aucune mention du tabac, qu'il ne s'explique d'ailleurs que sur un droit local qui n'est pas celui qui fait la matière de la contestation: Que l'arrêt du 16 septembre 1732, n'est relatif qu'aux traites, attendu qu'il le décharge des droits de tarifs de 1667 & 1669, & qu'il n'y a pas plus d'argument à en tirer pour la cause; qu'il en est de même de l'Ordonnance de 1687, qui place en effet hors des Cinq grosses fermes le pays de Labour; que cette position, & même celle d'être à l'instar de l'étranger effectif, ont au fond si peu d'analogie avec la Ferme du tabac, que Marseille, dont le territoire est également réputé étranger effectif en ce qui concerne les droits, n'a pas moins reçu cette forme: Que ces privilèges, ainsi appréciés, la citation du titre commun des Fermes est sans objet, en ce qu'on ne peut préjudicier à une exemption qui n'a jamais été octroyée; qu'il est constant que la Déclaration de 1749, ne se réfère qu'aux provinces où la tolérance de la culture & du commerce avoit été consentie par celle de 1721; d'où il suit qu'elle ne peut être déclarée commune au pays de Labour; que son assujettissement à la vente exclusive se justifie donc, & par l'analyse du droit commun, & par l'examen de ses titres particuliers: Qu'au reste, une dernière considération va faire connoître que ces habitans sont actuellement sans intérêt dans leur demande, c'est

qu'au moyen de la nouvelle imposition des Huit sous pour livre sur tous les droits des Fermes, monté aujourd'hui à quarante-deux sous, qu'en y joignant le prix d'achat & la voiture, ce privilège, s'ils sont de bonne foi, leur seroit onéreux; mais que leurs tentatives, pour n'être tenus que de ce droit, indiquent qu'ils ne cherchent qu'à se perpétuer dans leurs fraudes; ce qui est un nouveau motif pour arrêter le cours du mal; requéroient en conséquence les Fermiers généraux, qu'il plût à Sa Majesté sur ce leur pourvoir: Vu aussi les Déclarations du 27 septembre 1674, le bail passé à Jean Lebreton le 30 novembre suivant, l'article XIV de l'Ordonnance du mois de juillet 1681, la Déclaration du 17 septembre 1703, l'arrêt du 29 décembre 1719, les Déclarations des 17 octobre 1720, 1.^{er} août 1721 & 4 mai 1749, l'article II du titre commun des Fermes, les arrêts des 20 février 1688 & 16 septembre 1702, & autres pièces de l'instance. Oûi le rapport du sieur Abbé Terray, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, faisant droit sur l'instance, a ordonné & ordonne que les Ordonnances, Déclarations & tous autres Règlements intervenus sur la vente exclusive du tabac dans le royaume, ensemble les baux successivement passés aux Adjudicataires de cette Ferme, seront exécutés selon leur forme & teneur, tant à Bayonne que dans tout le pays de Labour; en conséquence, qu'à compter du jour de la signification du présent arrêt, qui sera faite tant aux Maire, Abbé, Bayle, Échevins, Jurats, Directeurs de la Chambre du Commerce, qu'au Syndic général dudit pays, les habitans ne pourront user d'autre tabac que de celui de la Ferme, sous les peines prononcées par les règlements; à l'effet de quoi le Fermier établira tels entrepôts & bureaux pour la distribution des tabacs, aux prix fixés par lesdits règlements: Ordonne aussi Sa Majesté que les Négocians, Marchands & habitans de Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, & autres lieux dudit pays de Labour, qui auroient en magasin du tabac étranger ou de celui du crû, seront tenus, dans le mois de la signification de l'arrêt, d'en faire des déclarations exactes aux Commis dudit Fermier, & dans les deux mois suivans, de les renvoyer sous acquits à caution, à l'étranger; faute:

7

de quoi, & soit que lesdits tabacs aient ou n'aient point été déclarés, ils demeureront confisqués, & les propriétaires condamnés aux amendes portées par les réglemens : Fait aussi très-expresses inhibitions & défenses à toutes personnes, de quelque état, qualité & condition qu'elles puissent être, de troubler les Employés & Commis des fermes dans l'exercice de leurs fonctions, sous les peines énoncées par la Déclaration du 27 juin 1716 : Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le quatre mai mil sept cent soixante-treize. Collationné.

Signé DEVOUGNY.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis. Nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore; & fais en outre pour son entière exécution, à la requête des Fermiers généraux y dénommés, tous commandemens, sommations, défenses y contenues, sous les peines y portées, sans autre permission: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Versailles le quatrième jour de mai, l'an de grâce mil sept cent soixante-treize, & de notre règne le cinquante-huitième. Par le Roi, en son Conseil. *Signé* DEVOUGNY. Et scellé.

*Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller - Secrétaire
du Roi, Maison, Couronne de France & de ses finances.*

538-

10